



## **ARRETE MUNICIPAL n°2023-35**

### **Portant réglementation du régime de priorité aux carrefours de diverses voies privées sur la commune par la mise en place d'une signalisation dite STOP**

#### **Le Maire de la Commune de Grésy-sur-Aix,**

Vu la loi n°82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,

Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,

Vu le code de la route et notamment les articles R 110-1 R 110-2, R 411-5, R 411-7, R 411-8, R 411-25, R 415-6,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – livre I - 3<sup>ème</sup> partie - intersections et régime de priorité – approuvée par l'arrêté interministériel du 24 juillet 1974 modifié et 7<sup>ème</sup> partie-marques sur chaussées -approuvée par l'arrêté interministériel du 16 février 1988 modifié,

Considérant qu'il est nécessaire de réglementer les priorités aux intersections des voies communales.

### **ARRETE**

**Article 1 :** Les arrêtés municipaux antérieurs à celui-ci prévoyant les implantations de panneaux STOP pour les voies ci-dessous désignées sont abrogés et remplacés par le présent arrêté.

**Article 2 :** Au carrefour des voies privées suivantes, la circulation est réglementée comme suit :

Les usagers circulant sur **l'impasse du Ruisseau** devront marquer un temps d'arrêt et céder la priorité aux véhicules circulant sur **le chemin du Four**, considérée comme voie prioritaire.

Les usagers circulant sur **l'impasse des Noyers** devront marquer un temps d'arrêt et céder la priorité aux véhicules circulant sur **la route d'Arbussin**, considérée comme voie prioritaire.

Les usagers circulant sur **la voie du clos des Airelles** devront marquer un temps d'arrêt et céder la priorité aux véhicules circulant sur **le chemin de Fontany**, considérée comme voie prioritaire.

Les usagers circulant sur **la voie de la résidences « les Centaurées »** devront marquer un temps d'arrêt et céder la priorité aux véhicules circulant sur **la rue de la Sarraz**, considérée comme voie prioritaire.

Les usagers circulant sur **l'impasse pré-Guiguet** devront marquer un temps d'arrêt et céder la priorité aux véhicules circulant sur **le chemin du Clouzet**, considérée comme voie prioritaire.

Les usagers circulant sur **l'impasse du petit Bois** devront marquer un temps d'arrêt et céder la priorité aux véhicules circulant sur **le chemin de Chauland**, considérée comme voie prioritaire.

Les usagers circulant sur **la rue des Pommiers** devront marquer un temps d'arrêt et céder la priorité aux véhicules circulant sur **le chemin de Chauland**, considérée comme voie prioritaire.

Les usagers circulant sur **l'impasse du vallon** devront marquer un temps d'arrêt et céder la priorité aux véhicules circulant sur **le chemin de Chauland**, considérée comme voie prioritaire.

Les usagers circulant **la rue du champ Fleuri** devront marquer un temps d'arrêt et céder la priorité aux véhicules circulant sur **le chemin de Chauland**, considérée comme voie prioritaire.

Les usagers circulant sur **la voie du hameau des Lumières** devront marquer un temps d'arrêt et céder la priorité aux véhicules circulant sur **la rue de la Cerisaie**, considérée comme voie prioritaire.

**Article 3 :** La signalisation routière conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle- 3<sup>ème</sup> partie- intersections et régime de priorité et 7<sup>ème</sup> partie – marques sur chaussées – sera mise en place par les syndicats des copropriétés.

**Article 4 :** Les dispositions définies par l'article 2 prendront effet le jour de la mise en place de l'ensemble de la signalisation prévue à l'article 3 ci-dessus.

**Article 5 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 6 :** Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté : Le Maire de la commune de Grésy-sur-Aix, le Directeur Général des Services, le Directeur du Service Technique, le Responsable de la Police Municipale.

Copie adressée à ces personnes, ainsi qu'à :

- Monsieur le Préfet de la Savoie,
- Gendarmerie d'Aix-les-Bains

Fait à Grésy-sur-Aix, le 21 février 2023

Le Maire,  
Florian MAITRE

Affiché/publié le : 23/02/2023  
Notifié à l'intéressé le : 23/02/2023  
Certifié exécutoire le : 23/02/2023



En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de la plus tardive des dates suivantes : publication/notification, réception par le représentant de l'Etat. Le Tribunal Administratif de Grenoble pourra être saisi via le dépôt d'une requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.